

## LA DROITE, LA GAUCHE, UN AN APRÈS

Marcel Gauchet, René Rémond : un échange

Marcel Gauchet et René Rémond

Gallimard | *Le Débat*

2003/4 - n° 126  
pages 25 à 37

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-le-debat-2003-4-page-25.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Gauchet Marcel et Rémond René , « La droite, la gauche, un an après » Marcel Gauchet, René Rémond : un échange,

*Le Débat*, 2003/4 n° 126, p. 25-37. DOI : 10.3917/deba.126.0025  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La droite, la gauche, un an après

*Marcel Gauchet, René Rémond : un échange*

*Le Débat.* – Il y a un an, au sortir des élections présidentielles et des élections législatives qui venaient d’amener une majorité de droite au pouvoir, nous vous demandions où en était, à votre sens, le clivage gauche / droite. Un an après, comment jugez-vous l’évolution de la situation ? Quel est le rapport de force entre les deux camps ? Et pour commencer, où en est le gouvernement Raffarin ? Comment voyez-vous les réformes qu’il a introduites, les réactions qu’elles suscitent, la manière de les présenter à l’opinion publique ?

*René Rémond.* – Ce gouvernement a passé l’année ; ce n’est déjà pas si mal. À vrai dire, cela n’a rien d’exceptionnel : sous la V<sup>e</sup> République les gouvernements sont assurés de durer. Celui-ci bénéficiait de par la volonté des électeurs de circonstances particulièrement favorables avec la fin de la cohabitation : l’appui sans réserves du chef de l’État et le soutien d’une majorité compacte. Cela acquis, le sort individuel des ministres après un an est naturellement des plus

disparates. De certains, personne ou presque ne sait encore qu’ils sont ministres ; pour plusieurs, on serait bien en peine de dire quelles sont leurs attributions. Certains, qui étaient précédés par une réputation flatteuse, ont déçu, parfois parce que la tâche était au-dessus des capacités d’un homme. D’autres, enfin, se sont affirmés. Mentionnons hors concours Nicolas Sarkozy, qui a dilaté le champ des compétences du ministère de l’Intérieur ; il n’est guère de problème brûlant sur lequel il n’ait saisi l’occasion d’intervenir : sécurité, statut de la Corse, organisation d’une représentation des musulmans, immigration, double peine, revendications des enseignants, et j’en oublie. Parmi ceux qui se sont signalés, François Fillon, qui a porté le poids de l’interminable débat parlementaire sur la réforme des régimes de retraite, Dominique de Villepin, présent partout dans le monde, Hervé Gaymard à l’Agriculture et, en dépit de ses difficultés avec les intermittents du spectacle, Jean-Jacques Aillagon à la Culture et à la Communication.

---

Marcel Gauchet est l’auteur de « La droite et la gauche » dans *Les Lieux de mémoire*, t. III, *Les France*, vol. 1 (Paris, Gallimard, 1992). Il a récemment publié *La Démocratie contre elle-même* (Paris, Gallimard, « Tel », 2002).

René Rémond est l’auteur de *Les Droites en France* (Paris, Aubier, 1982). Il a récemment publié *La République souveraine* (Paris, Fayard, 2002).

---

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

La tâche du gouvernement a de surcroît été grandement facilitée dans ses premiers mois par la crise internationale où la France était engagée en première ligne et qui a longtemps éclipsé toute préoccupation de politique intérieure. L'attention était toute concentrée sur les débats au Conseil de Sécurité et l'opinion a majoritairement fait bloc autour du président de la République, plus, d'ailleurs, qu'autour du gouvernement. Mais le gouvernement en a bénéficié. Il a pu travailler en paix. Depuis la fin de la guerre en Irak, il est de nouveau en première ligne, comme l'a montré le débat sur les retraites.

Il est peut-être prématuré de porter un jugement définitif avant la fin de l'épreuve de force engagée entre le gouvernement et l'opposition appuyée par une partie de la société. Car le jugement définitif dépendra des suites de cette partie de bras de fer dont certains pensent qu'elle rebondira à la rentrée. On peut dire, néanmoins, que le gouvernement en sort plutôt victorieux : il n'a pas cédé, il avait une majorité suffisante pour ne pas redouter de surprise dans le débat parlementaire. Certes, le projet n'est pas encore entré en vigueur ; au demeurant, il prévoit des échéances fort éloignées. Reste que le gouvernement a tenu bon et que le mouvement d'opposition à sa réforme a perdu de sa force, sauf chez les enseignants qui, en la circonstance, ont joué le rôle de fer de lance que tenaient les cheminots en décembre 1995. C'est la grande différence avec décembre 1995 ; les deux épisodes présentent une analogie par leurs enjeux : il s'agissait dans les deux cas de la protection sociale dont on sait à quel point c'est un sujet sensible car elle fait partie du pacte de concorde nationale. En 1995, le mouvement a eu raison du gouvernement : il n'a pu cette fois rééditer son succès.

Pourquoi cette différence ? Sept années ont passé : dans l'intervalle, l'opinion s'est assez lar-

gement convaincue qu'il fallait réformer le système des retraites. Même l'opposition n'a pas nié la nécessité d'une réforme, quitte à ne pas proposer de solution de rechange. L'opinion a de ce fait hésité, flottant entre la sympathie pour ceux qui s'opposaient et la conviction qu'il faut faire quelque chose. C'est ce qui a permis au gouvernement de gagner provisoirement et de diviser les syndicats. À l'avenir, les grandes organisations syndicales y regarderont à deux fois avant de s'engager dans pareille épreuve de force. Avec un peu plus d'habileté, le gouvernement aurait même peut-être pu s'assurer la neutralité de la C.G.T. qui amorçait un mouvement vers le réformisme, mais l'échec du référendum à E.D.F. a bloqué cette évolution. Puis il y a eu le triomphe de Bernard Thibault au congrès du P.S. à Dijon. Ce dénouement a des conséquences sur l'image de la droite. Car le gouvernement cherche à apparaître – et la droite avec lui – comme le parti de la réforme, le parti qui fait les réformes nécessaires. La droite retrouve ainsi ce qui a été un atout du gaullisme au début de la V<sup>e</sup> République : le thème de la modernisation de la société. Dans un contexte tout différent, avec des enjeux qui ne sont pas les mêmes, la droite cherche à enfermer la gauche dans la figure des partis du *statu quo*. Que le parti socialiste n'ait pas été capable de proposer de solution de rechange cohérente, qu'il en ait été réduit à exiger le retrait du projet sans dire ce qu'il mettrait à la place, a plutôt avantagé le gouvernement et la droite. C'est pour ne pas perdre le bénéfice de sa fermeté que le gouvernement a tenu bon sur le chapitre des intermittents du spectacle. Si les intermittents arrachaient des concessions, il serait difficile d'effectuer d'autres réformes. Au contraire, à tenir bon quel qu'en soit le prix, si le mouvement ne réussit pas à lui arracher des concessions, la voie sera dégagée pour des

réformes ultérieures. Pour le moment, j'incline donc à penser que le gouvernement a gagné le premier round et la droite avec lui.

Certes, cela ne s'est pas très bien passé et l'issue laisse amertume et ressentiments. Suffiront-ils à mettre le gouvernement en difficulté à la rentrée ? L'incertitude à cet égard fait que mon appréciation reste provisoire. Mais tout compte fait, au cours de cette année, la situation a été débloquée. L'a-t-elle été uniquement pour les régimes de retraites ? Ou l'opinion est-elle plus favorable aujourd'hui aux réformes qu'il y a quelques années ? Je ne sais, mais je tiens pour une idée fautive celle selon laquelle on ne peut faire de réformes en France : c'est un alibi du manque de lucidité des gouvernements et de leur absence de courage. Car, quand ils en prennent le temps et s'en donnent les moyens, les réformes passent assez bien. Il y en a plus d'un exemple : la réforme du statut de la Poste ; la suppression du service militaire et la professionnalisation de l'armée ; plus récemment, à l'actif du présent gouvernement, le redéploiement des forces de police sur le territoire national devant lequel le gouvernement Jospin avait reculé. Autant de réformes dont on ne parle pas parce qu'elles sont passées comme des lettres à la poste. Bref, si l'on compare terme à terme 1995 et 2003, on voit qu'en 1995 le gouvernement a essuyé une défaite : aujourd'hui, il a davantage les mains libres.

*Marcel Gauchet.* – J'ajouterai juste quelques nuances et compléments au tableau. Premièrement, un an après l'élection présidentielle et en dépit du front républicain du deuxième tour, la ligne de partage droite-gauche est nettement marquée. Le pragmatisme revendiqué par le gouvernement Raffarin ne l'empêche pas d'assumer sans complexe une identité de droite. La netteté de ce positionnement représente même

un petit événement. L'effacement du clivage est moins que jamais à l'ordre du jour.

La droite a marqué des points, justement, sur quelques chapitres délicats où elle peinait à affirmer sa différence. C'est en particulier le cas, bien sûr, sur le chapitre de la sécurité. Elle a réussi à bousculer l'interdit idéologico-médiatique qui paralysait les politiques publiques en ce domaine. L'habileté de Sarkozy a fait merveille pour donner une traduction acceptable à la demande d'autorité. La droite est parvenue, de la même façon, à trouver quelques ouvertures sur le terrain de la politique de proximité. Le succès de la fermeté en matière de sécurité routière est exemplaire à cet égard. Qu'est-ce qui touche davantage les populations dans leur vie quotidienne ? Le fait que la démarche ait été largement approuvée, malgré l'indiscipline proverbiale des Français, donne à réfléchir. Il y a là, probablement, une évolution en profondeur dont la gauche sera obligée de tenir compte à son tour.

En revanche, la droite ne semble pas avoir résolu son problème de personnel. Je tendrais à être plus sévère que René Rémond sur ce point. Si le rajeunissement des cadres a fait apparaître, en effet, quelques personnalités d'envergure, voire spectaculaires, comme le ministre des Affaires étrangères, ce qui frappe à vue globale, c'est la pâleur, si ce n'est l'anonymat de ce gouvernement, et j'irais jusqu'à dire son peu de consistance politique. L'autorité et le talent ne s'y bousculent pas. C'est un facteur d'usure terrible pour le Premier ministre sur lequel tout le poids de la décision se reporte en permanence.

*Le Débat.* – Comment voyez-vous la position de la gauche et notamment du parti socialiste face à la politique du gouvernement ?

*R. R.* – Pour la gauche, la lutte contre la réforme des retraites était une première occasion de prendre sa revanche. Rien de plus banal : les

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

battus du suffrage font toujours appel du résultat des élections et s'efforcent de mettre le gouvernement en difficulté en lui opposant la volonté du peuple. Les partis politiques associés au gouvernement de la gauche plurielle ont pratiqué pareille stratégie. Il y a un an, on se demandait combien de temps il faudrait au parti socialiste pour perdre le bénéfice de l'expérience du pouvoir et de sa culture de gouvernement. Nous connaissons la réponse : très vite. Il n'a pas résisté à la tentation d'exploiter la première occasion de mettre le gouvernement en difficulté, même si, en leur for intérieur, les dirigeants socialistes savaient qu'ils auraient proposé à peu près la même réponse. Quelques personnalités du parti socialiste ont eu l'honnêteté de le dire : Michel Rocard, Jacques Delors, Michel Charasse, Bernard Kouchner ; et si Dominique Strauss-Kahn n'a rien dit, il n'en pensait sans doute pas moins. La tentation d'exploiter la difficulté pour renverser le rapport des forces était d'autant plus compréhensible que le résultat de l'élection présidentielle avait été acquis dans une grande ambiguïté, les socialistes ayant été, en vertu de la discipline républicaine, au premier rang des électeurs de Jacques Chirac ; ils sont portés à trouver que le gouvernement n'honore pas le pacte et à estimer qu'ils ont le droit de revenir sur leur vote et de rappeler qu'au premier tour le président de la République n'a même pas eu 20 % des voix. Chacun des deux camps ne retient qu'un seul des deux tours, alors qu'il faut lire les deux ensemble ; le pays s'est prononcé par deux fois et aucun tour n'a moins d'importance que l'autre. Or, la gauche ne retient que le premier tour et la droite, le second. La façon naïve ou indiscreète dont l'U.M.P. s'attribue une victoire éclatante oublie que l'électorat de gauche y a contribué de façon décisive. Cela ne remet certes pas en cause la légitimité du président et de son gouverne-

ment mais son autorité morale. La gauche leur pose une question : au nom de qui parlez-vous ? Si c'est seulement des 19 % d'électeurs du premier tour, nous pouvons en réunir autant dans la rue. D'où le débat sur le pouvoir de la rue. On a lieu de s'étonner que la formule de Jean-Pierre Raffarin – « ce n'est pas la rue qui gouverne » – ait pu choquer qui que ce soit. En démocratie, et dans tout État de droit, c'est une évidence élémentaire ; sinon, à quoi bon les élections ?

*M. G.* – Oui, mais il faut prendre très au sérieux l'évolution qui brouille la légitimité électorale. Le principe du mandat pour une durée déterminée tend à perdre de sa clarté aux yeux de l'opinion. L'idée de la vérification quasi permanente du bien-fondé des décisions du gouvernement, indépendamment de la majorité dont il dispose, est présente dans un très grand nombre de têtes. L'opinion ne se sent pas engagée, elle estime avoir son mot à dire. Cela rend la vie des gouvernants très difficile. Ils ne peuvent compter sur le temps qui leur a été en principe confié. Chaque jour est un nouveau jour, et chaque choix appelle sa validation particulière. Sans pour autant, ce qui est remarquable, que le mandat lui-même soit remis en question. Il n'y a pas de demande de nouvelles élections et de remplacement du président ou de l'Assemblée par de nouveaux élus. On respecte formellement les autorités légales en place, mais on ne leur reconnaît pas le droit d'appliquer leur politique. Ce qui choque désormais, c'est de ne pas tenir compte des oppositions qui s'expriment, hors de tout canal légal et de tout décompte des voix. La popularité du mot d'ordre de « démocratie participative » ne recouvre rien d'autre que ce désir de voir la protestation intégrée dans la décision. La manifestation s'élève, dans cet esprit, à une sorte de droit de veto de la minorité.

*R. R.* – C'est vrai qu'on assiste à une espèce

d'explosion du droit de manifester. Ces dernières années, il s'est banalisé et est entré dans les mœurs. À preuve de petits faits que je trouve très significatifs. On peut lire plusieurs fois par semaine aux arrêts d'autobus l'avis que le lendemain le trajet sera supprimé ou l'itinéraire modifié en raison de manifestation sur la voie publique. Cette manifestation a la priorité, la police l'encadre, on arrête la circulation pour permettre aux manifestants de venir clamer leur désaccord avec le gouvernement. Si on leur interdit la rue de Varenne – ils n'iront pas jusqu'à l'Hôtel Matignon –, on leur permet de défiler de Denfert-Rochereau au boulevard des Invalides. Le droit de manifester qui était exceptionnel est devenu la chose la plus banale du monde. La manifestation a aussi changé de caractère : elle est devenue une fête, un spectacle. Les manifestants sont aussi des intermittents du spectacle : on chante, on danse, on lâche des ballons. C'est un changement profond de la vie politique.

*Le Débat.* – Vous venez de dire, René Rémond, que la droite se présente aujourd'hui comme le parti des réformes, comme sous de Gaulle. Croyez-vous que l'apparition de l'U.M.P. et l'unification de la droite, une petite minorité mise à part, s'inscrivent dans cette dynamique ? Et comment voyez-vous ce qui s'est passé avec la droite qui aujourd'hui n'est plus la même qu'il y a un an ?

*R. R.* – C'est un point sur lequel mon attente a été surprise : l'U.M.P. a duré. Elle ne présente pas de divisions profondes ; son groupe parlementaire est sans conteste plus uni que le groupe socialiste. L'opération pour l'instant paraît avoir réussi. Ainsi la droite accepte de se rassembler dans une formation qui n'a guère de programme : c'est peut-être la raison pour laquelle elle ne se divise point. Les quelques dissonances ont été

mineures et n'ont pas entraîné de débat de fond. Certes, on discerne bien des différences de tempérament et de stratégie entre ceux qui pensent qu'il faut ménager l'adversaire, ne pas l'enfoncer, et ceux qui sont tentés de l'accabler. Mais, en fin de compte, ils se rangent tous derrière le gouvernement et ne compromettent guère sa stratégie par des propos irresponsables. Si bien que la gauche en est réduite à s'en prendre au Medef : c'est Seillière qui est sa tête de Turc.

Cette cohésion de la droite parlementaire est vraisemblablement facilitée par le fait qu'elle est moins idéologique qu'auparavant. Il y a aussi que Jacques Chirac a rétabli son autorité tant sur sa majorité que dans l'opinion publique. On a comme le sentiment que sa réélection ainsi que l'incroyable scénario qui a fait passer en quinze jours le pourcentage de ses électeurs de moins de vingt à plus de quatre-vingts a changé l'homme et modifié sa conception du rôle qui lui échoit. Il n'avait pas attendu pour prendre de la distance par rapport à sa formation. Il a poussé à la fusion du R.P.R. dans un rassemblement de toute la droite. Mais d'avoir été élu par 82 % des Français paraît l'avoir comme libéré et investi de la responsabilité d'être désormais le président de tous les Français. À cet égard, le contexte international et la crise irakienne l'ont servi : il a su trouver les mots qui exprimaient le sentiment général et pris des positions qui lui ont rallié une adhésion quasi unanime. Encore que s'est sur la politique étrangère de la France que s'est exprimée la seule dissension un peu sérieuse au sein de l'U.M.P. où un groupe, de sympathie atlantique, n'accepte pas qu'on puisse s'écarter de la ligne des États-Unis.

*M. G.* – Ne serait-ce pas un clivage d'avenir qui est en train de se dessiner ici ? Cette droite peu idéologique que vous décrivez – mais néanmoins nettement de droite, j'y insiste – ne va-

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

t-elle pas être amenée à se détourner de plus en plus de ce qui était la passion fondamentale du gaullisme par la logique de sa conversion à un libéralisme pragmatique ? Quel sens le grand dessein de l'indépendance nationale peut-il conserver dans une telle évolution ? La tendance l'entraîne plutôt vers un atlantisme sans réserve et la recherche d'une alliance étroite avec les États-Unis. Nous avons eu affaire au mariage un peu contre-nature du vieux refus gaulliste des blocs, aujourd'hui projeté dans le rêve d'une Europe-puissance, avec le pacifisme inconditionnel des peuples européens. Il a bien fonctionné, en la circonstance. Mais ce gaullo-pacifisme européen, suscité par l'allergie envers l'autisme belliqueux de l'administration Bush, paraît trop instable et trop épidermique pour pouvoir définir une politique. Quant à ce gaullisme réactivé et actualisé qu'incarne en ce moment la politique étrangère Chirac-Villepin, force est de se demander s'il peut représenter une base durable. Le mouvement qui a d'ores et déjà changé la droite sur tant de points ne l'emmène-t-il pas invinciblement vers d'autres horizons ? L'avenir n'est-il pas du côté de ces voix minoritaires qui s'inquiètent du fossé creusé vis-à-vis de l'Amérique ? La contradiction pourrait être appelée à grandir.

R. R. – C'est une question ouverte. On peut se demander s'il n'y a pas mutation du gaullisme qui, ne pouvant plus s'accomplir dans le cadre de l'Hexagone, se reporterait sur l'Europe et entend opposer l'Europe aux États-Unis. Comme il n'est plus possible à un seul pays d'être souverain, on ne peut retrouver la souveraineté qu'ensemble. La forte majorité derrière le gouvernement coalise le traditionnel anti-américanisme, le pacifisme inconditionnel – qui refuse toute guerre – et une résurgence du sentiment national sous la forme d'un patriotisme européen. La violence des réactions contre la Pologne,

accusée d'avoir fait injure non pas à la France mais à l'Europe, illustre assez bien cette espèce de transfert sur l'entité européenne du sentiment d'identité et de la différence d'avec les États-Unis.

*Le Débat.* – Passons, si vous le voulez bien, à l'état présent de la gauche. Comment s'est-elle accommodée de son passage dans l'opposition ? Quelles conclusions tirez-vous du Congrès du parti socialiste à Dijon ?

M. G. – La gauche est, de façon normale, encore sous le coup du marasme de sa double défaite de 2002 – l'échec des législatives, on l'oublie trop, n'ayant pas été moins cinglant que celui de la présidentielle. Il faut dire que les partis politiques dans le contexte actuel ne tiennent plus que par la peinture, pour employer une expression populaire, la peinture étant constituée par le pouvoir, dans leur cas. On avait pu s'en apercevoir avec la droite après 1997. Les partis au gouvernement paraissent relativement cohérents et disciplinés, les alliances électorales fonctionnent correctement – c'était le cas de la gauche plurielle, qui a bien marché, au total, mieux en tout cas que ce à quoi on aurait pu s'attendre. Enlevez le pouvoir, et cette solidité apparente se décompose. La notion de « culture de gouvernement » semble décidément peu opératoire. C'est une drôle de « culture », par rapport à l'imprégnation en profondeur que l'on entend en général sous ce terme. Elle est de surface. C'est un badigeon qui ne tient que dans le climat exquis des ministères et qui se délite dès qu'on l'expose à l'air sec de la rue.

À l'intérieur de la gauche, il faut distinguer le sort de la force dominante, le parti socialiste, du sort de ses partenaires et alliés. Bien qu'ébranlé, bien qu'incertain de sa direction, le parti socialiste reste un appareil solide. La façon dont il a surmonté le retrait brutal de Jospin a montré

qu'il avait les ressources d'une vraie machine politique. On aurait pu penser qu'il serait hanté assez longtemps par le fantôme de l'absent. En réalité, il a comblé sans trop de peine le vide qui le menaçait.

Il y a lieu de se poser des questions, en revanche, sur le devenir du parti communiste et des Verts. Le P.C. paraît engagé sur une pente inexorablement descendante. Il n'a plus, pour toute stratégie, que de courir après les gauchistes qu'il honnissait naguère, dans une fuite en avant où il ne peut que perdre : il y abandonne ce qu'il avait de responsable, et il ne fera jamais aussi bien qu'eux. Il est très divisé. Il est visiblement clivé entre une fraction qui tend vers l'extrême gauche, une fraction qui tend vers le parti socialiste et un centre qui défend les intérêts de l'appareil et de sa direction, mais qui ne maîtrise plus le jeu. On ne voit pas où peut conduire cet attelage qui ne sait pas où il va.

Quant aux Verts, ils sont revenus à leur case départ et à leur impossibilité congénitale de se structurer. La difficulté est dans l'équation initiale. La direction de ce parti est composée majoritairement de gens pour qui la cause écologique n'a jamais été qu'un cheval de Troie de l'anticapitalisme, voire une pure et simple couverture, pour certains. Les éléments à partir desquels aurait pu se construire un parti écologiste proprement dit sont en fait minoritaires. Mais comment donner une expression claire et organisée à une cause qui ne peut pas dire vraiment son nom ? Jamais les Verts n'ont été aussi écologistes que lorsqu'ils ont été représentés dans le gouvernement Jospin. Ils défendaient leur spécialité, dans le cadre d'une division du travail bien comprise. La perte du pouvoir les a ramenés à leurs démons natifs, d'autant que nulle part on n'est plus sensible aux sirènes de l'extrême gauche que dans ces parages. Ils sont en train de perdre

leur fonds de commerce. L'écologisme respectable se diffuse dans l'ensemble de l'espace politique. Il reste cet anticapitalisme plus ou moins masqué, soumis à la concurrence des extrêmes gauches qui ne transigent pas, elles, avec le grand capital. Une situation difficile.

Plus que jamais, donc, la gauche, c'est le parti socialiste, ou le parti socialiste, c'est l'essentiel de la gauche. Il est manifeste que ce parti est en proie à une profonde incertitude sur son identité. De ce point de vue, l'interprétation de ce qui s'est passé autour du congrès de Dijon n'est pas simple. On peut retenir les 70 % de suffrages recueillis par la motion de François Hollande et l'option réformiste claire manifestée par la grande majorité des militants. Mais on ne peut pas ignorer les effets de tribune et les propos ahurissants tenus par des personnalités réputées pour leur modération et leur modernisme. Ils justifient la formule assassine de mon ami Philippe Raynaud : « Un parti de sectionnaires dirigé par des thermidoriens ». Fabius en « luttiste » frénétique, c'est en effet cocasse, ou lugubre, selon l'humeur. Cette rhétorique vindicative témoigne de l'emprise que continue d'exercer l'extrême gauche sur des esprits dont nous savons par ailleurs qu'ils n'ont rien en commun avec elle. Elle montre qu'ils se croient obligés de multiplier les concessions verbales à son égard. Pire, je les croirais volontiers sincères et sincèrement culpabilisés par le discours qui dénonce à tout bout de champ les concessions au libéralisme, à la mondialisation libérale, à l'hégémonie des forces du marché. Les dirigeants réformistes du parti socialiste sont, j'en ai peur, dans l'incapacité foncière d'assumer ce qu'ils sont et de se donner une pensée congruente avec leur pratique de gouvernement. Cette schizophrénie a un nom dans la tradition politique française, Rocard l'a rappelé récemment : le



Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

molletisme. Apparemment, nous n'en sommes pas sortis.

Cela pose deux questions de fond étroitement liées, au-delà du parti socialiste et même de la gauche, deux questions qui engagent le fonctionnement de la démocratie : la question des militants et la question des partis. La schizophrénie dont nous parlons sort en grande partie du clivage entre le parti des militants et le parti des dirigeants. J'entends par dirigeants les grands élus qui conduisent les différents courants et qui ont vocation gouvernementale, disons. En tant que gouvernants potentiels, ils s'adressent au pays et à la masse des électeurs, y compris ceux qu'ils cherchent à attirer. Lorsqu'ils se retrouvent dans leur parti, ils sont obligés de compter avec le peuple militant, qui n'a qu'un rapport assez éloigné avec le peuple électoral. Encore une fois, ce n'est pas propre au seul parti socialiste, même si le phénomène y est plus voyant qu'ailleurs.

Cette distorsion amène à la question des partis. En théorie, ce sont des sociétés politiques qui ont été constituées pour faire le lien entre les gouvernements élus et les citoyens. En pratique, le lien se révèle être une séparation. Les partis ne reflètent pas la société.

*R. R.* – Ils devaient être des traits d'union, ils sont devenus des écrans.

*M. G.* – On ne peut mieux dire. Un des avantages de la droite sur la gauche aujourd'hui, c'est qu'elle a moins de militants et qu'elle leur laisse moins la parole. À gauche, en revanche, les partis se sont transformés en conservatoires d'une posture politique et d'un type de discours qui n'ont plus grand-chose à voir avec les réalités sociales d'aujourd'hui et avec les attentes des citoyens. C'est spécialement le cas du parti socialiste. Lorsqu'il est au pouvoir, cela ne se voit pas trop. Les militants ont la vertu d'être disciplinés,

ils trouvent avantage à la situation. Lorsqu'il est dans l'opposition, l'identité militante reprend le dessus, avec les effets de sectarisme et de pseudo-intransigeance doctrinale qu'on a relevés. Ce grand écart n'est pas sans contribuer au malaise dans la représentation et à la décroissance envers le personnel politique. Tenir un discours en phase avec l'action gouvernementale possible, retrouver le contact avec la base électorale, entretenir un dialogue avec la société telle qu'elle est suppose de contourner les militants et les partis – ou de les renouveler entièrement.

Ce qui me semble au total caractériser l'attitude du parti socialiste, c'est l'hésitation sur la voie à suivre. Il flotte. Autant, par exemple, il s'est montré suiviste sur le dossier des retraites des fonctionnaires, se jetant dans les bras de la C.G.T., se mettant à la remorque du « mouvement social », autant il s'est montré prudent à propos de l'épineux problème des intermittents du spectacle. S'il a oublié les projets de réforme des retraites qui étaient dans les cartons des gouvernements de gauche, il s'est souvenu que c'est le gouvernement Bérégovoy qui avait ouvert le dossier des intermittents, voici déjà longtemps, en 1992, non sans essayer quelques avanies. Il s'est peut-être même dit qu'il risquait, un jour pas si éloigné, de retrouver cette remarquable « exception française » sur sa route. Après tout, les élections décisives vont arriver dans trois ans et demi. C'est court. Cette échéance est la meilleure des conseillères. Les passions politiques sont tellement fortes qu'elles sont volontiers suicidaires. Mais il faut faire confiance à l'appel du pouvoir.

*Le Débat.* – Croyez-vous que l'extrême gauche peut représenter un handicap important à l'avenir pour la gauche, à la hauteur de ses 10-11 % de la présidentielle ?

*M. G.* – C'est la grande inconnue des scru-

tins à venir. Il est impossible de répondre à la question et c'est ce qui en fait tout l'intérêt ! On a affaire, avec nos groupuscules trotskistes et leurs candidats, à des « forces faibles » qui ne comptent guère dans la vie sociale ordinaire, sinon comme aiguillons éventuels du fameux « mouvement social », mais qui sont susceptibles de remplir l'ancienne fonction tribunitienne du P.C. l'espace d'une élection présidentielle. Ce sont les Arlésiennes des grandes échéances démocratiques. Cela dit, la protestation qui s'exprime dans ces occasions est suffisamment enracinée pour qu'on s'attende à la voir revenir. Il est même possible qu'elle s'amplifie.

À cet égard, il faut prêter la plus grande attention à un phénomène dont on avait pu observer les prémisses au moment de l'élection présidentielle, mais que l'agitation du printemps dernier a fortement accusé : la cristallisation de quelque chose comme un « nouveau gauchisme ». Encore cette étiquette de gauchisme ne convient-elle sans doute pas. Mieux vaut parler simplement de « radicalité ». Le gauchisme évoque en effet une analyse politique, un corps de doctrine, un projet révolutionnaire qu'on ne retrouve pas du tout ici. On est loin des sectes trotskistes, de leur marxisme ossifié et de leur culte de la « ligne ». Pas d'analyse, pas de projet, encore moins d'organisation, mais un mélange de revendicatif et d'affectif qui n'en produit pas moins une manière d'être politique susceptible de grands effets. Le phénomène me semble mêler quatre facteurs.

Il correspond, en premier lieu, à une posture personnelle, à une identité des acteurs qu'on pourrait appeler l'identité critique inconditionnelle. On pourrait même aller jusqu'à parler d'un *cogito* oppositionnel ; je pense, donc je suis contre, et j'existe dans la mesure où je m'oppose. Cette position subjective rencontre, en deuxième lieu, un fait mentalitaire dont le développement dans

la jeunesse aujourd'hui me frappe : le renouveau de la conscience utopique. Il ne s'exprime pas sous la forme de l'adhésion à des utopies formées. Il se manifeste dans le sentiment du possible qui vient récuser *a priori* le discours des contraintes. On pourrait faire tout autrement. Les prétendus impératifs du réel ne sont que le masque de l'aliénation, de la soumission à la logique marchande de la mondialisation néolibérale, soit très exactement ce dont on ne veut pas. Un grand refus sans proposition ni recherche de solutions alternatives, mais ancré dans la certitude que nous ne sommes prisonniers du prétendu réel que parce que nous le voulons bien.

Ces deux forts sentiments, de soi et du monde tel qu'il va, en croisent un troisième, qui est l'inquiétude panique devant l'avenir. Aussi est-ce essentiellement en des occasions défensives que cette radicalité se réveille et se mobilise. Elle n'alimente pas un projet politique offensif de façon permanente. Elle réagit à des agressions, l'agression par excellence étant la remise en question du *statu quo*, aussitôt idéalisé comme une conquête de la civilisation. Cela s'est manifesté au mieux dans la protestation des enseignants contre la décentralisation des personnels techniques, où le statut national des infirmières et des cuisiniers s'est mis à faire figure de pierre angulaire de la République, pas moins. C'est, implicitement, que le mouvement du monde inspiré par l'infâme « marchandisation » néolibérale ne peut aller que vers le pire. Ou, plus exactement, qu'il représente ce scandale absolu d'un retour en arrière maléfique, puisque dicté uniquement par l'intérêt particulier de quelques-uns, par rapport à un âge d'or de la civilisation qui nous avait accoutumés à aller vers plus et mieux – par exemple, vers des retraites plus précoces et d'un niveau plus élevé. Face à pareille adversité, il n'y a que d'imaginable l'intransi-

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

geance. Pour être défensif, le combat n'en sera pas moins mené avec une détermination radicale qu'on croyait n'appartenir qu'aux partisans de la rupture révolutionnaire. Le refus du compromis est posé comme une valeur en soi. Il est évidemment difficile de trouver un terrain d'entente avec des interlocuteurs de ce genre. Même les vieux routiers de la négociation sociale y perdent leur latin.

Cette détermination est d'autant plus intraitable qu'elle se conjugue, c'est le quatrième et dernier facteur à considérer, avec une défiance complète et définitive à l'égard des pouvoirs et des élites en général. Cela se marque au rôle joué par la rumeur dans les mobilisations du printemps. Il y a ce que les gouvernants racontent et ce qu'ils préparent en catimini. On se dresse préventivement contre les horreurs qui ne vont pas manquer de suivre. La moindre maladresse sur ce terrain se paie très cher. Luc Ferry en a fait les frais, pour n'avoir pas su assumer de façon cohérente les mesures, justifiées ou non, qu'il lui revenait d'appliquer. Il a donné l'impression, fatale, de cacher son jeu. Il faut dire, de manière générale, que le gouvernement Raffarin a inauguré son règne par une erreur monumentale, au regard de ce climat dont il n'a visiblement pas pris la mesure. Augmenter le salaire des ministres – à tort ou à raison, peu importe, là encore, le problème est ailleurs – était exactement ce qu'il ne fallait pas faire. Accroître copieusement ses fins de mois quand on sait qu'on va devoir demander des sacrifices à ses concitoyens, ce n'est pas la bonne idée. Les effets de cette auto-augmentation pourraient se révéler aussi délétères et ravageurs que ceux de l'auto-amnistie des socialistes en son temps.

*Le Débat.* – Pourquoi ces ingrédients se sont-ils révélés plus détonants qu'ailleurs chez les enseignants, un milieu traditionnellement ancré

à gauche, certes, mais dans l'ensemble une gauche plutôt classique ?

*M. G.* – Question difficile, qui demanderait un examen en soi. Il y aurait à faire la part des évolutions sociologiques considérables de la profession – la dimension générationnelle est capitale – et puis la part de la situation faite à la profession. Je voudrais juste souligner ici que les enseignants sont, de tous les fonctionnaires, ceux dont le rapport de confiance avec les gouvernants qui ont successivement présidé aux destinées de l'État employeur est le plus altéré. Ils subissent, depuis deux bonnes décennies maintenant, une organisation du silence de la part des pouvoirs publics vis-à-vis des difficultés de leur tâche. Ils ont été lâchés par leur administration. Ce n'est pas une situation banale. Il faut reconnaître, d'ailleurs, pour être équitable, que Luc Ferry a voulu rompre avec cette politique du couvercle sur la marmite et qu'il a pris des initiatives courageuses en ce sens. Mais vingt ans d'abandon ne s'effacent pas en quelques mois. Il y faut une action prolongée et résolue. Cette situation n'explique pas tout, mais elle permet de comprendre que la méfiance envers les politiques, qui est un facteur clé des mobilisations nouvelles, avait des motifs d'être plus répandue dans le milieu enseignant qu'ailleurs – ce qui ne veut pas dire qu'elle n'est pas largement répandue ailleurs dans la société, et notamment parmi les jeunes générations.

Toujours est-il, donc, pour en revenir de ce cas particulier à notre problème général, qu'entre méfiance, anxiété et refus on voit se dessiner une nébuleuse radicale qui pourrait jouer un rôle non négligeable dans les équilibres de l'avenir à gauche. Elle dérouté parce qu'elle n'est pas politique au sens classique. Cela est ressorti durant le mouvement des enseignants, de nouveau, où certains des acteurs les plus virulents se déclara-

raient apolitiques. Il n'y a pas de raison de ne pas les croire, il faut se représenter un extrémisme apolitique. Il est probable que cette radicalité ne se fixera pas dans des courants structurés, même si elle va contribuer à renforcer un syndicat comme Sud, conçu justement pour surfer sur ce genre de mouvements. Elle restera occasionnelle dans ses expressions directes. Mais le point est de savoir ce que sera son comportement électoral. L'apolitisme a ses limites. Entre abstentionnisme protestataire et protestation électorale, où passera le curseur ? La mobilisation de la nébuleuse radicale, son élargissement, sa définition de plus en plus nette sur tous les plans tracent les contours d'une force conséquente, de nature à gonfler les scores de l'extrême gauche. Ajoutez-y la déliquescence du P.C. et la faible attractivité des Verts pour les ressortissants de cette sensibilité, en dépit de leurs assauts de démagogie, et l'on peut se demander si ne va pas apparaître sur le flanc de la gauche de gouvernement une extrême gauche d'un poids comparable à celui de l'extrême droite, quelque part autour de 15 % des voix. Auquel cas, le défi à relever pour la gauche réformatrice, pour l'appeler par son nom, serait redoutable.

*R. R.* – Je partage largement votre analyse. Nous assistons, en effet, à un phénomène relativement nouveau qui mérite considération, qui va prendre une importance croissante : l'émergence d'une génération à la fois apolitique et dépourvue d'expérience. Une composante un peu plus idéologique intervient toutefois avec les transfuges de la C.F.D.T. C'est une fraction des chrétiens de gauche – déçus par ce qu'ils tiennent pour le réformatisme de la C.F.D.T. et qui se retrouvent avec des apolitiques et les trotskistes de F.O. – un curieux amalgame ! Il contribue à donner à ce nouveau gauchisme sa couleur et sa tonalité particulières : générosité, angélisme, un

évangélisme de gauche... Le voisinage de ces chrétiens avec les trotskistes dont l'athéisme virulent constitue le cheval de bataille traditionnel ne manque pas de pittoresque.

*M. G.* – Vous avez raison d'attirer l'attention sur l'importance de la source chrétienne dans la nouvelle extrême gauche en gestation. Le long chemin des catholiques français vers le progressisme et vers la gauche continue. Il est d'abord passé par le M.R.P., puis par le parti socialiste et la C.F.D.T. Il les conduit aujourd'hui vers une extrême gauche extra-institutionnelle, mais qui possède une thématique bien à elle. Elle se résume en deux mots magiques : mondialisation et libéralisme – deux repoussoirs absolus. Par où le catholicisme trouve à investir sa vieille hostilité au monde moderne dans la dénonciation de l'inhumanité foncière du capitalisme ultramoderne, un capitalisme devenu définitivement injustifiable sous son visage planétaire et financier. L'évangélisme se mobilise au service du combat des exclus et de la solidarité avec le Sud. Cela se fait d'autant plus facilement qu'il ne s'agit plus du renversement de la société existante, mais de son refus moral. La radicalité du refus est le gage de son authenticité.

*R. R.* – On le voit bien chez ces jeunes enseignants dont la radicalisation s'étend à la stratégie : il y a non seulement utopisme des objectifs, mais aussi recours à la politique du pire. C'est un fait nouveau que des enseignants puissent concevoir comme acceptable de prendre leurs élèves en otages, de faire obstruction aux examens, de dénaturer les épreuves. En 1968, les enseignants étaient unanimes pour essayer de convaincre les étudiants qu'ils n'avaient pas le droit de priver leurs camarades de passer les examens. Quand on apprend que des enseignants – fait sans précédent – sont allés bloquer des dépôts d'autobus pour empêcher des salariés de

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

travailler, on mesure le niveau de radicalité atteint. Même chose s'agissant des intermittents du spectacle : jamais on n'aurait imaginé qu'ils iraient jusqu'à compromettre la tenue des grands festivals au risque de réduire au chômage des milliers de leurs camarades. C'est de part et d'autre le même recours à l'arme absolue. Quand on pense à la tradition des grandes organisations syndicales de ne jamais toucher à l'outil de travail, on ne peut observer sans préoccupation que des tabous sont levés, y compris par ces organisations mêmes. C'est une extension de l'incivilité au combat syndical et au débat politique : elle crée une situation où il n'y a plus de partenaires, où un gouvernement n'a plus d'interlocuteurs pour négocier. On l'a vu lors de la discussion du projet de loi sur les retraites et le même scénario s'est répété avec les intermittents : F.O. et la C.G.T. exigeaient le retrait pur et simple du projet. Autant dire qu'elles entendaient contraindre le gouvernement à capituler en rase campagne.

*Le Débat.* – Il y a un an, vous disiez, René Rémond, que le président nouvellement élu allait se préoccuper de faire évoluer les institutions parce qu'il avait un souci de modernisation de la politique française. Avez-vous l'impression que ce sentiment a été vérifié par l'année écoulée ?

*R. R.* – Il est vrai que depuis un an le président n'a pas pris d'initiative en ce sens. La seule qui ait été prise – encore est-elle davantage du Premier ministre – concerne la décentralisation, et c'est une déception. D'abord, pour l'instant, ce n'est encore qu'une déclaration de principe. Manifestement le projet n'a pas été bien étudié, bien réfléchi, ni assurément bien présenté. On en arrive à cette situation déconcertante où la société ne veut plus de décentralisation. Sa seule évocation provoque des réactions de rejet. On avait pourtant le sentiment d'un large consensus

à ce sujet. C'est la gauche, d'abord, qui l'a fait voter, la droite en a repris l'initiative. Elle essaie de rattraper le retard, mais la gauche ne la soutient plus maintenant et se redécouvre jacobine pour reprocher à la droite de brader l'autorité de l'État. Pourtant, la droite non plus ne veut pas de cette réforme dont on pouvait espérer qu'elle aurait des conséquences heureuses sur le comportement des citoyens. Ces réactions traduisent une grande inculture politique. Qu'il soit possible de mobiliser les enseignants en leur faisant croire que la décentralisation c'est la privatisation est consternant. On attend des enseignants qu'ils forment les citoyens : comment le pourraient-ils si eux-mêmes ne distinguent pas des notions aussi élémentaires ? Ils confondent privatisation et transfert aux collectivités territoriales, ignorant qu'un million et demi de salariés sont des fonctionnaires territoriaux dont aucun ne s'est jamais plaint du sort qui lui était fait. La décentralisation devient maintenant un repoussoir, tout comme la mondialisation ou le libéralisme. C'est accablant comme révélation de l'incapacité de réfléchir. Or aucune organisation ne s'est dressée contre ces confusions, aucun parti n'a pris le risque de s'y opposer, calculant que si cela embarrasse le gouvernement, c'est toujours autant de gagné.

La seule initiative concernant les institutions, en dehors de la réforme des modes de scrutin pour les prochaines élections régionales et européennes, est venue du Sénat, qui a accepté de réduire la durée du mandat des sénateurs de neuf à six ans.

*M. G.* – Ces comportements de rejet irréfléchi témoignent du phénomène fondamental qu'est la perte de confiance des citoyens dans les gouvernants, quels qu'ils soient. De ce point de vue, la situation n'a pas bougé d'un pouce depuis le printemps 2002. Nous en sommes au

même point. L'examen de conscience et les bonnes résolutions n'ont pas suffi. Tout ce qui vient du gouvernement est accueilli au moins avec méfiance. Ce qui semble innocent à première vue dissimule certainement de pernicieuses intentions souterraines. L'hostilité n'est jamais loin.

*R. R.* – C'est l'effet particulier d'un phénomène plus général : notre culture est une culture du soupçon. On ne croit pas à la sincérité de l'autre, on ne pense jamais qu'il faut prendre ce qu'il dit au premier degré. On soupçonne un non-dit, on subodore des arrières-pensées. Toute notre éducation, tous nos médias entretiennent cette idée.

*M. G.* – L'opinion paraît plutôt satisfaite, pour le moment, de voir le président de la République jouir de la plénitude de ses prérogatives. Mais pour combien de temps ? Ce rétablissement des institutions de la V<sup>e</sup> République dans leur majesté initiale doit sans doute la plus grande partie de sa popularité au souvenir de la cohabitation. Il est encore assez présent pour

que personne ne regrette la belle époque de la guerre de tranchées institutionnalisée au sommet de l'État. Mais il va s'estomper. Les frustrations suscitées par le déséquilibre des institutions, par le primat excessif de l'exécutif au regard de la délibération parlementaire, risquent de repaître. N'oublions pas qu'elles avaient réussi à rendre la cohabitation populaire ! Le thème de la VI<sup>e</sup> République qui avait été orchestré par une fraction bruyante du parti socialiste est aujourd'hui remis au magasin des accessoires. Il peut, demain, resurgir en force. On le sait, si l'expérience de la cohabitation est déprimante, l'expérience de la concentration abusive des pouvoirs est profondément insatisfaisante. Il y a là une inconnue importante.

*R. R.* – Autre question, tout aussi importante : une société peut-elle fonctionner sans un minimum de confiance entre les citoyens et leurs représentants ? En l'absence de cette confiance, est-il possible à un gouvernement de prendre des décisions et de faire appel à la discipline des citoyens ?